

15 mars 2022

## **Syrie : L'Association des avocats libres d'Alep et le Syndicat des avocats libres d'Alep**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

|  |   |
|--|---|
| 1. L'Association des avocats libres d'Alep .....                       | 3 |
| 1.1. Organisation et mission .....                                     | 3 |
| 1.2. Menaces de groupes armés islamistes et évolution après 2013 ..... | 3 |
| 2. Le Syndicat des avocats libres d'Alep .....                         | 4 |
| Bibliographie .....  | 5 |

**Résumé :** L'Association des avocats libres d'Alep est fondée en 2011 ou 2012 dans le but de défendre les manifestants pacifiques détenus par le régime. Elle œuvre à réinstaurer un cadre judiciaire d'Etat de droit dans les zones tenues par l'opposition dans les gouvernorats d'Alep et Idlib, en fournissant l'expertise de ses membres à l'établissement d'un réseau de tribunaux. A partir de 2013 notamment, ces tribunaux et l'Association des avocats libres d'Alep sont menacés par des groupes armés islamistes ou djihadistes, notamment le Front Al-Nosra.

**Abstract :** The Aleppo Free Lawyers Association (AFLP) was founded in 2011 or 2012 in order to defend peaceful demonstrators detained by the regime before its courts. It seeks to restore a rule-of-law framework in the areas controlled by the opposition in Aleppo and Idlib governorates, by lending the expertise of its members to establishing a network of courts. From 2013 in particular, these courts and the Aleppo Free Lawyers Association come under threat from Islamist and/or jihadist armed groups, including the Nosra Front.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. L'Association des avocats libres d'Alep

### 1.1. Organisation et mission

Selon le grand quotidien américain *The New York Times*, l'Association des avocats libres d'Alep<sup>1</sup> est fondée en 2011 dans le but de défendre les manifestants pacifiques détenus par le régime. Pour sa part, le site d'informations favorable à l'opposition<sup>2</sup> *Micro Syria* situe la fondation de l'Association en 2012<sup>3</sup>.

L'Association des avocats libres d'Alep se présente comme « indépendante » et non-affiliée à un quelconque groupe armé<sup>4</sup>. Son emblème intègre les trois étoiles du drapeau révolutionnaire de l'opposition (cf. photographie de couverture<sup>5</sup>).

A partir de 2012 et la conquête progressive de certaines zones du gouvernorat d'Alep par l'opposition, l'Association des avocats libres d'Alep condamne l'absence de cadre judiciaire d'Etat de droit, et notamment la condamnation à mort de certains soutiens allégués du régime, y compris par des groupes de l'Armée syrienne libre (ASL)<sup>6</sup>. L'association œuvre dès lors à réinstaurer un cadre judiciaire d'Etat de droit dans les zones tenues par l'opposition, en fournissant l'expertise de ses membres à l'établissement d'un réseau de tribunaux<sup>7</sup>. Selon le chercheur et ancien diplomate Jean-Pierre Filiu, en septembre 2012 le « Mouvement » des avocats libres d'Alep, « très actif contre la dictature », est à la pointe de la construction d'un système de tribunaux civils « indépendants de l'ASL et des autres milices<sup>8</sup> ».

En 2012<sup>9</sup>, ce réseau de tribunaux, dont certains sont fondés avec le soutien de l'Association des avocats libres d'Alep, est regroupé au sein d'un **Conseil unifié des tribunaux**, ou Cour unie du conseil judiciaire<sup>10</sup> à Alep<sup>11</sup>, qui englobe la plupart des tribunaux dans les zones de la campagne d'Alep et du gouvernorat d'Idlib contrôlées par l'opposition<sup>12</sup>. Selon le site d'informations favorable à l'opposition<sup>13</sup> *Enab Baladi*, la plupart des brigades locales de l'ASL reconnaissent l'autorité du Conseil unifié des tribunaux et collaborent avec celui-ci<sup>14</sup>.

### 1.2. Menaces de groupes armés islamistes et évolution après 2013

En 2013, le Conseil unifié des tribunaux entre en compétition avec les tribunaux rivaux, établis par les groupes islamistes, et notamment par le Front Al-Nosra<sup>15</sup>, qui l'accusent de « laïcité »<sup>16</sup>. A contrario du projet d'Etat « islamique » mené par le groupe armé djihadiste, le Procureur général du Conseil unifié des tribunaux souligne qu'il souhaite l'établissement d'un état « civil et démocratique<sup>17</sup> ».

---

<sup>1</sup> En arabe : *Hay'at Mahamû Halab Al-Ahrâr*. Les sources font référence à des groupes « d'Avocats libres d'Alep » sous de nombreuses et diverses appellations. Celles-ci ne permettent pas d'établir que toutes font référence à un seul et même groupe : « Aleppo Free Lawyers Association » (AFLA), « Mouvement des avocats libres d'Alep », « Aleppo Free Lawyers Syndicate » ; « Syndicat des Avocats libres—Branche d'Alep »...

<sup>2</sup> *Micro Syria* (Syrian Observer), 15/04/2016, [url](#)

<sup>3</sup> *Micro Syria*, 15/03/2016, [url](#)

<sup>4</sup> Northern Syria Observer (NSO), 21/02/2018, [url](#)

<sup>5</sup> *New York Times*, 13/03/2013, [url](#) ; Facebook, page au nom de « محامو حلب الاحرار » (« Les Avocats libres d'Alep »), @freelawyersaleppo, s.d., [url](#)

<sup>6</sup> *New York Times*, 13/03/2013, [url](#) ; Facebook, page au nom de « محامو حلب الاحرار » (« Les Avocats libres d'Alep »), @freelawyersaleppo, s.d., [url](#)

<sup>7</sup> *New York Times*, 13/03/2013, [url](#) ; Facebook, page au nom de « محامو حلب الاحرار » (« Les Avocats libres d'Alep »), @freelawyersaleppo, s.d., [url](#)

<sup>8</sup> FILIU Jean-Pierre, Paris, 2013

<sup>9</sup> BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, Network of researchers in international affairs (NORIA), 01/10/2013, [url](#) ; BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, 2013, p. 202-207 ; BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, 2016

<sup>10</sup> En arabe: *Al-mahkama al-muwahhada lal-majlis al-qadâ'i*. BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, 2013, p. 202-207 ; BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, 2016

<sup>11</sup> DIDR, OFPRA, 01/06/2016, p.5, [url](#)

<sup>12</sup> *Enab Baladi*, 26/01/2016, [url](#)

<sup>13</sup> ISSA Antoun, Middle East Institute, 12/2016, [url](#)

<sup>14</sup> *Enab Baladi*, 26/01/2016, [url](#)

<sup>15</sup> Le Front Al-Nosra constitue alors la branche syrienne d'Al-Qaida.

<sup>16</sup> MARTIN Maxwell, Foreign Policy, 30/04/2014, [url](#)

<sup>17</sup> CNN, 22/03/2013, [url](#)

En février 2013 une vingtaine de juristes et juges liés au Conseil unifié des tribunaux sont enlevés par le Front Al-Nosra<sup>18</sup>.

En octobre 2013<sup>19</sup> ou février 2014 selon les sources<sup>20</sup>, le Conseil unifié des tribunaux, sous la pression des groupes islamistes, est dissous ou est forcé de quitter Alep<sup>21</sup> après ce que le site d'informations américain *Foreign Policy* présente comme une « prise de contrôle péremptoire » menée par un réseau de tribunaux plus extrémiste et lié aux principaux groupes armés de la province<sup>22</sup>.

En décembre 2017, l'Association des avocats libres d'Alep, dont le bâtonnier est à cette date l'avocat Hamidi al-Haj Hamidi<sup>23</sup>, lance une campagne de plaidoyer contre les arrestations arbitraires opérées sans mandat d'arrêt par les groupes armés de l'opposition, et contre les prisons secrètes et les disparitions forcées dans les zones des gouvernorats d'Alep, Idlib et Hama contrôlées par l'opposition. L'association demande à ce que les personnes détenues arbitrairement soient formellement inculpées et jugées par des tribunaux compétents dans le cadre d'un Etat de droit<sup>24</sup>.

En février 2018, selon le site d'informations *Northern Syria Observer*, des combattants du groupe armé islamiste Hay'at Tahrir Al-Cham (HTC, ex-Front Al-Nosra) mènent un raid contre le bureau de l'Association des avocats libres d'Alep dans la ville de Khan Al-Assal (gouvernorat d'Alep). Les assaillants, qui pénètrent dans les locaux par la force en tirant sur la porte d'entrée, volent du matériel informatique et brûlent des drapeaux de la révolution et du mobilier. L'un des avocats de l'Association, présent au moment des faits, explique avoir fait valoir aux combattants le caractère indépendant de l'association, non-affiliée à un quelconque groupe armé, et avoir demandé en vain l'intervention du Gouvernement de Salut<sup>25</sup> affilié à HTC pour la protéger, ceux-ci ayant répondu ne pas reconnaître ce gouvernement<sup>26</sup>.

En 2018, selon le site d'informations favorable à l'opposition<sup>27</sup> *Ayn Al-Madina*, dans la campagne Nord du gouvernorat d'Alep contrôlée par l'opposition, l'Association des avocats libres d'Alep et le Haut conseil judiciaire sont les deux composantes institutionnelles du système judiciaire étant parvenues au mieux, depuis leur fondation respective en 2011/2012 et 2015, à obtenir et préserver la « légitimité révolutionnaire » dans leurs pratiques<sup>28</sup>.

## 2. Le Syndicat des avocats libres d'Alep

En 2020, selon The Day After (TDA), une organisation syrienne basée à Istanbul en Turquie qui œuvre pour soutenir la transition démocratique en Syrie, le Syndicat des avocats libres d'Alep<sup>29</sup> fournit une expertise juridique aux institutions situées dans les régions contrôlées par la Turquie et ses supplétifs. Les sources publiques consultées ne précisent pas le lien exact de ce « syndicat » avec l'Association des avocats libres d'Alep (cf. partie 1)<sup>30</sup>.

En 2022, à Darat Azza (gouvernorat d'Alep), le Syndicat des avocats libres d'Alep organise un séminaire en collaboration avec le Haut conseil judiciaire<sup>31</sup>, un réseau de tribunaux dans le gouvernorat d'Alep<sup>32</sup>, ainsi qu'en association avec la « Police syrienne libre à Idlib »<sup>33</sup>, une institution non-armée, en partie financée par le gouvernement britannique, qui selon la BBC refuse de coopérer avec tout groupe « extrémiste »<sup>34</sup>. Lors de ce séminaire, consacré à l'administration de la justice dans les zones contrôlées par l'opposition, est débattue la question des moyens d'assurer une administration de la justice qui soit à la fois rapide et respectueuse de la dignité et des droits des prévenus<sup>35</sup>.

---

<sup>18</sup> CNN, 22/03/2013, [url](#)

<sup>19</sup> Enab Baladi, 26/01/2016, [url](#)

<sup>20</sup> MARTIN Maxwell, Foreign Policy, 30/04/2014, [url](#)

<sup>21</sup> MARTIN Maxwell, Foreign Policy, 30/04/2014, [url](#)

<sup>22</sup> MARTIN Maxwell, Foreign Policy, 30/04/2014, [url](#)

<sup>23</sup> Enab Baladi, 11/12/2017, [url](#)

<sup>24</sup> Enab Baladi, 30/12/2017, [url](#)

<sup>25</sup> En arabe : *Hukûma al-Inqâdh*.

<sup>26</sup> Northern Syria Observer (NSO), 21/02/2018, [url](#)

<sup>27</sup> ISSA Antoun, Middle East Institute, 12/2016, [url](#)

<sup>28</sup> Ayn Al-Madina, 07/01/2018, [url](#)

<sup>29</sup> En anglais: Aleppo Free Lawyers Syndicate

<sup>30</sup> The Day After (TDA), 12/2020, [url](#)

<sup>31</sup> En arabe : *Majlis al-Qada' Al-'Ala*.

<sup>32</sup> Amnesty International (AI), 05/07/2016, [url](#)

<sup>33</sup> Orient News, 28/02/2022, [url](#)

<sup>34</sup> British Broadcasting Corporation (BBC), 03/04/2017, [url](#)

<sup>35</sup> Orient News, 28/02/2022, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en mars 2022.

### Document OFPRA

DIDR, « La justice dans les territoires hors du contrôle gouvernemental. Système judiciaire dans les territoires de l'insurrection syrienne depuis 2011 », OFPRA, 01/06/2016, 15 p.

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/6\\_didr\\_syrie\\_la\\_justice\\_dans\\_les\\_territoires\\_hors\\_du\\_controle\\_gouvernemental\\_ofpra\\_01062016.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/6_didr_syrie_la_justice_dans_les_territoires_hors_du_controle_gouvernemental_ofpra_01062016.pdf)

### Organisations non gouvernementales

The Day After (TDA), « Housing, Land and Property and Access to Documentation Outside of Regime-Held Areas in Syria », 12/2020,

<https://tda-sy.org/wp-content/uploads/2021/04/HLP-02-Access-to-Documentation-Outside-of-Regime-Held-Areas-in-Syria-ENG.pdf>

Amnesty International (AI), « Syria: "Torture was my punishment": Abductions, torture and summary killings under armed group rule in Aleppo and Idlib, Syria », 05/07/2016,

<https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/05/MDE2442272016ENGLISH.pdf>

### Universités, think tanks et centres de recherches

ISSA Antoun, « Syria's New Media Landscape. Independent Media Born Out of War », Middle East Institute, 48 p., 12/2016,

[https://www.mei.edu/sites/default/files/publications/PP9\\_Issa\\_Syrianmedia\\_web\\_0.pdf](https://www.mei.edu/sites/default/files/publications/PP9_Issa_Syrianmedia_web_0.pdf)

BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, « L'administration civile de l'insurrection à Alep », Network of researchers in international affairs (NORIA), 01/10/2013,

<https://noria-research.com/ladministration-civile-de-linsurrection-a-alep/>

### Ouvrages

BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, « Syrie. Anatomie d'une guerre civile », Paris, CNRS Editions, 2013, 2016, 416 p.

BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, « Vers un nouvel Etat syrien ? Les institutions du gouvernorat d'Alep », in BURGAT François et PAOLI Bruno (dirs.), « Pas de printemps pour la Syrie – Les clefs pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013) », Paris, La Découverte, 2013, 356 p.

FILIU Jean-Pierre, « Je vous écris d'Alep. Au cœur de la Syrie en révolution », Paris, Denoël, 2013, 160 p.

### Médias

Orient News, « ندوة حوارية لتحقيق العدالة في المناطق المحررة » (« Un séminaire sur comment obtenir la justice dans les territoires libérés »), 28/02/2022, [https://orient-news.net/ar/news\\_show/157305](https://orient-news.net/ar/news_show/157305)

Northern Syria Observer (NSO), « "Jabhet Tahrir Syria" expanding against "Hayyet Tahrir al-Sham" who raided "Free Lawyers Syndicate" office », 21/02/2018,

<https://nso.news/Details/942/%22Jabhet-Tahrir-Syria%22-expanding-against-%22Hayyet-Tahrir-al-Sham%22-who-raided-%22Free-Lawyers-Syndicate%22-office/en>

Ayn Al-Madina, « اعتراضات لأسباب لا تخص القانون وجدل مستمر القانون السوري في محاكم ريف حلب الشمالي » (« La loi syrienne dans les tribunaux de la campagne Nord d'Alep: des objections pour des raisons ne concernant pas la loi, et une controverse continue »), 07/01/2018,

<https://ayn-almadina.com/details/%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86%20%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%B1%D9%8A%20%D9%81%D9%8A%20%D9%85%D8%AD%D8%A7%D9%83%D9%85%20%D8%B1%D9%8A%D9%81%20%D8%AD%D9%84%D8%A8%20%D8%A7%D9%84%D8%B4%D9%85%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%A7%D8%B9%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%B6%D8%A7%D8%AA%20%D9%84%D8%A3%D8%B3%D8%A8%D8%A7%D8%A8%20%D9%84%D8%A7%20%D8%AA%D8%AE%D8%B5%20%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86%20%D9%88%D8%AC%D8%AF%D9%84%20%D9%85%D8%B3%D8%AA%D9%85%D8%B1/4329/ar>

Enab Baladi, « No for Arbitrary Detention and Arrest” in Opposition-held Areas », 30/12/2017,

<https://english.enabbaladi.net/archives/2017/12/no-arbitrary-detention-arrest-opposition-held-areas/>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Free Syrian Police go unarmed to help their community », 03/04/2017, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-39458062>

ANA Press, « "إشتعال الخلافات بين "الجبهة الشامية" و"هيئة محامي حلب الأحرار" » (« Le conflit s'envenime entre le Front du Levant et le Comité des avocats d'Alep »), 10/03/2016,

<http://www.anapress.net/ar/articles/%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%D9%85%D9%83%D8%AA%D9%88%D8%A8%D8%A9-484756425109023/%D8%A5%D8%B4%D8%AA%D8%B9%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%81%D8%A7%D8%AA-%D8%A8%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%A8%D9%87%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D9%88-%D9%87%D9%8A%D8%A6%D8%A9-%D9%85%D8%AD%D8%A7%D9%85%D9%8A-%D8%AD%D9%84%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AD%D8%B1%D8%A7%D8%B1-/>

Enab Baladi, « القضاء في حلب يعجز عن التحرر من هيمنة نماذج القضاء وشكل القوانين في المناطق الخارجة عن سيطرة النظام السوري » (« La justice à Alep est trop faible pour se libérer de l'hégémonie du militaire. Les modèles judiciaires et la forme des lois dans les zones hors-contrôle du régime syrien »), 26/01/2016, <https://www.enabbaladi.net/archives/56721>

MARTIN Maxwell, « Lawyers, Guns, and Mujahideen », *Foreign Policy*, 30/04/2014,

<https://foreignpolicy.com/2014/10/30/lawyers-guns-and-mujahideen/>

Cable News Network (CNN), « How Islamists are gaining ground in Syria », 22/03/2013,

<https://edition.cnn.com/2013/02/21/world/meast/syria-nusra-front-rise/index.html>

New York Times, « A Battle for Syria, One Court at a Time », 13/03/2013,

<https://www.nytimes.com/2013/03/14/world/middleeast/a-battle-for-syria-one-court-at-a-time.html>

## Réseau social

Facebook, page au nom de « محامو حلب الاحرار » (« Les Avocats libres d'Alep »), @freelawyersaleppo, photographie de profil du 11/09/2017,

<https://www.facebook.com/freelawyersaleppo/photos/a.1720196198256056/1952002185075455/>

Facebook, page au nom de « محامو حلب الاحرار » (« Les Avocats libres d'Alep »), @freelawyersaleppo, s.d., <https://www.facebook.com/freelawyersaleppo/>